



Prospective 2002-2007 pour un Président : les ruptures probables

Gérard-François Dumont

► To cite this version:

Gérard-François Dumont. Prospective 2002-2007 pour un Président : les ruptures probables. Population et avenir, 2002, 656, pp.3. halshs-01145720

HAL Id: halshs-01145720

<https://shs.hal.science/halshs-01145720>

Submitted on 25 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Prospective 2002-2007 pour un Président

Les ruptures probables

par

Gérard-François
DUMONT

La France va s'ancrer dans le XXI^e siècle avec, pour la première fois, un quinquennat présidentiel. Et un Président dont le rôle de commandement effectif pourrait être considérablement accru s'il dispose d'une majorité de députés élus dans son sillage.

Dans quel contexte démographique va-t-il exercer ses fonctions ? Un regard prospectif permet d'apporter des éclairages utiles en distinguant trois ruptures probables et quelques incertitudes.

Dans le processus actuel de diminution de la proportion des moins de 20 ans en France, donc de vieillissement, une première rupture concerne l'accroissement du nombre des retraités : il devrait intervenir à compter de 2005 dans la mesure où l'âge moyen effectif de départ à la retraite n'est pas en France de 60 ans, comme on le croit trop souvent, mais de 58 ans. Cette croissance du nombre des retraités, à conditions inchangées, pose deux questions principales.

La première, fréquemment évoquée, concerne, bien entendu, le financement d'un nombre accru de pensions pendant des périodes moyennes plus longues, dans la mesure où l'espérance de vie des retraités continuerait, comme cela est heureux, d'augmenter.

La seconde, négligée, tient aux risques d'inégalités de richesse entre les territoires. L'évolution du pouvoir d'achat des retraités a une importance considérable dans certains départements et moindre dans d'autres. Par exemple, plus de 30 % de la population de la Creuse est retraitée et, dans le Lot¹, plus de 27 %. En revanche, seulement 12,4 % de la population du Val d'Oise et 13,7 % de l'Essonne est retraitée. Pour le commerce local qui vit du revenu de ses habitants, la hausse du pouvoir

d'achat relatif des retraités des années 1960 à 1990 a été particulièrement profitable dans les départements comptant une proportion importante de retraités. Ce qui a été hier un avantage pourrait devenir un inconvénient. Dans un contexte de moindre progression, voire de réduction relative² déjà actée dans la réforme de 1993, ce pouvoir d'achat sera soumis à compter de 2005 à des déséquilibres démographiques croissants.

Une deuxième rupture probable tient à la diminution du taux d'activité, c'est-à-dire de la part de la population active dans l'ensemble de la population. Sous l'effet de la fécondité abaissée depuis le milieu des années 1970, ce taux devrait décroître, limitant les ressources humaines contribuant à la création de richesses. Or, le niveau du produit intérieur brut est évidemment lié au taux d'activité et à l'effectif de la population active.

Le vieillissement de la population active présente une troisième rupture probable. En effet, la proportion des 40-59 ans au sein de cette population devrait s'accroître au détriment des 20-39 ans, provoquant inévitablement des effets d'âge et des effets de générations³, c'est-à-dire des comportements liés à l'âge et aux expériences temporelles des personnes. Le changement peut susciter un accroissement des besoins de formation tout au long de la vie, et appeler une frontière moins radicale entre formation initiale et formation continue.

À côté de ces trois ruptures probables, l'accroissement des retraités, l'abaissement du taux d'activité, et le vieillissement de la population active, la prospective 2002-2007 conduit à s'interroger sur diverses incertitudes, qui feront l'objet du prochain éditorial. ●



1. Chiffres Insee Résultats, n° 744.

2. Déjà constaté dans certaines caisses de retraites.

3. Pour des précisions sur ces notions, cf. Dumont, Gérard-François, *Démographie*, Dunod.